

Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne
Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex
<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/> • cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Toulouse, le 19 décembre 2015

De l'Assemblée Nationale à la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFiP) : la fraude fiscale sanctuarisée !

Au lendemain de l'abandon du « reporting » à l'assemblée nationale, la direction régionale des finances publiques supprime une brigade de vérification en Haute-Garonne !

Contrairement à ce que prétend la direction, les emplois de vérificateur sont loin d'être sanctuarisés.

Selon les documents communiqués aux organisations syndicales pour le comité technique local du 18 décembre, **un vérificateur rapporterait en moyenne 500.000 euros dans les caisses de l'Etat.**

Demain, la suppression de deux emplois de vérificateurs ne résorbera en rien le milliard de fraude et d'évasion fiscale en Haute-Garonne. Loin de là !

Le 17 décembre, la DRFiP 31 a fait un point sur les arriérés de la taxe locale d'équipement **représentant 14.431.041,90 euros !!!**

Elle s'est donnée deux ans pour les encaisser. Sinon elle envisage de les abandonner.

C'est autant d'argent en moins dans les caisses des collectivités. Les élus apprécieront dans un contexte de gel des dotations de l'Etat.

Dès le 1^{er} septembre 2016, les missions du Pôle de la Redevance de Toulouse vont se développer. Pour cela, Bercy transfère 10 emplois à Toulouse. Pour autant ce n'est pas sûr qu'ils soient pourvus.

La direction a dit qu'elle donnera la priorité à d'autres services en 2016. **Elle est prête à réduire les contrôles sur la contribution à l'audiovisuel public. C'est autant d'argent en moins pour la production audiovisuelle publique.**

Chaque année, les 2.000 suppressions d'emplois nationales amputent entre autre les services en lien avec la mission du contrôle fiscal.

En 2016, ce sont 22 suppressions d'emplois supplémentaires en Haute-Garonne. La DRFiP 31 attend de consulter les élus avant d'annoncer de nouvelles fermetures de services. Elle a notamment une ambition pour le Comminges et le Lauragais : sortir de l'immobilisme. **Il faut donc s'attendre à la fermeture des trésoreries d'Aspet, Aurignac, l'Isle-en-Dodon, Nailloux et Villefranche-de-Lauragais.**